

JHM  
13/9/19

# Trésoreries : une grève et une manifestation lundi

A l'appel de Force ouvrière et Solidaires (en Haute-Marne), les 270 agents des Finances publiques sont appelés à une grève nationale pour empêcher la réorganisation de l'administration. Une manifestation ouverte aux élus et habitants est programmée le matin à Chaumont.

Le ministère des Finances parle d'un « nouveau réseau de proximité », les représentants du personnel d'une « géographie revisitée ». On le sait, Bercy prévoit de revoir, à l'échelle nationale, la carte d'implantation de ses services. En Haute-Marne, exit les trésoreries, bonjour les points de contact. Dix-neuf sont envisagés dans le département. Pour les syndicats Force ouvrière et Solidaires, ce serait, au contraire, la fin du service de proximité rendu par les agents, une « modification profonde des conditions d'exercice des missions, leur transfert, voire

leur abandon ». Un exemple, donné par Rachel Sugneau (FO) : « Il n'y aura plus quatre services des impôts des entreprises, mais un seul, à Saint-Dizier, qui sera donc l'interlocuteur d'un chef d'entreprise de Vaux-sous-Aubigny ! »

## « Abandon du projet »

La perte d'une trésorerie, au profit d'une présence d'agent dans une maison de services, en mairie ou à La Poste (« c'est confirmé pour Bayard, c'est sans doute cela qu'on appelle la concertation », grimace Rachel Sugneau), ne passe pas vraiment dans les collectivités. Surtout à quelques mois

des municipales. D'ores et déjà, des communes, des communautés de communes - « une cinquantaine pour le moins », à la connaissance de FO - ont voté des motions hostiles au projet du ministère, qui envisage de supprimer 5 775 postes d'ici à 2022.

Mais pour les syndicats, il est temps de « passer à la vitesse supérieure ». Précisément, les maires ont été informés de la journée - nationale - d'action programmée lundi 16 septembre. Un appel à la grève des agents (il y en a encore 270 en Haute-Marne, dont une dizaine à Joinville où « tous les services sont appelés à disparaître ») a été lancé, et une manifestation jusqu'à la préfecture (à 10 h 30) associant les usagers sera organisée.

« On veut l'abandon du pro-

jet et de vraies négociations », insistent Rachel Sugneau et Isabelle Berard (Solidaires), pour qui les différentes réformes qui se profilent ne vont pas vraiment dans le bon sens. « Le numérique ne peut pas se substituer à l'accueil physique, c'est vérifié et vérifiable », souligne Isabelle Berard, quelques semaines après le piratage du site Internet des impôts.

Quant à la possibilité de pouvoir payer, chez les ruralistes, ses factures de cantine ou de garderie, c'est peut-être un « gros cadeau fait à la Française des jeux », mais cela ne semble satisfaire ni ces commerçants, ni les contribuables qui y verraient une atteinte au principe de confidentialité...

L. F.